

« TENDANCES DE L'ORIENT »

Plan US pour une longue guerre d'usure contre la Syrie

par Pierre Khalaf

PARTENAIRES | BEYROUTH (LIBAN) | 31 MARS 2014

ENGLISH PORTUGUÊS



Un plan US pour une longue guerre d'usure contre la Syrie

Par Ghaleb Kandil

« Saigner la Syrie » et empêcher son redressement constituent l'objectif des efforts déployées par les États-Unis, avec l'Otan, la Turquie, l'Arabie saoudite et le Qatar, après que cette alliance ait compris que la chute du régime et le renversement du président Bachar al-Assad sont impossibles à réaliser.

Les moyens d'intensifier la guerre contre la Syrie étaient, en effet, au centre des entretiens du président Barak Obama en Arabie saoudite, samedi. Les déclarations des responsables US qui ont accompagné Obama ont montré que les deux parties se sont entendus sur l'augmentation des aides états-uniennes aux groupes

armés en Syrie, qualifiés de « modérés » par Washington. Il s'agit en fait du Front islamique et du Front al-Nosra, affilié à Al-Qaïda, et dont le chef, Abou Mohammad al-Joulani, a vu son nom rayé des listes terroristes états-uniennes.

Certains des membres de la délégation US ont fait état d'un projet d'entraînement de 600 rebelles par mois dans des camps saoudiens, qataris, jordaniens et turcs (l'implication de la Turquie n'a plus besoin de déclarations publiques). Ces mêmes sources ont précisé qu'Obama a réitéré son refus de livrer des missiles anti-aériens aux groupes rebelles. Cependant, les services de renseignement saoudiens ont remis aux insurgés ces derniers mois, sans doute avec le consentement et le soutien US, des armes sophistiqués, qui ont été dernièrement utilisées dans les batailles du Qalamoun. D'importantes quantités en ont d'ailleurs été retrouvées dans des dépôts saisis dans la région.

Les indices montrent que les États-Unis, en coopération avec leurs alliés, veulent provoquer une longue guerre d'usure en Syrie, en formant de nouveaux groupes armés, semblables aux Contras du Nicaragua, qui ont été soutenus et reconstitués malgré leurs défaites successives contre les forces sandinistes. Les efforts sont donc déployés pour envoyer davantage d'hommes et d'armes en Syrie, afin de prolonger la guerre et les destructions. L'entraînement mensuel de rebelles prouve l'existence d'un projet sur le long terme, essentiellement basé sur les assassinats et les sabotages, dans le but d'entraver l'avancée de l'armée syrienne sur le terrain, ainsi que le redressement de l'État. Ce plan d'entraînement vise à pallier au retour dans le giron de l'État de milliers d'ex-rebelles, grâce aux réconciliations et aux amnisties présidentielles, et à l'inversement du flux migratoire des extrémistes étrangers.

C'est dans ce cadre qu'intervient l'implication directe de la Turquie dans la guerre en Syrie. Après la dernière visite de Recep Tayyip Erdoğan à Téhéran, les milieux du pouvoir turc ont indiqué qu'Ankara avait convenu, avec la partie iranienne, que la priorité en Syrie devrait aller à lutte contre le terrorisme. Mais il est apparu que les réalités sur le terrain étaient à l'opposé de ces déclarations. La Turquie a en effet planifié et organisé l'attaque des groupes terroristes contre la localité syrienne de Kassab (au Nord de

Lattaquié), dont les habitants sont des rescapés du génocide arménien. Le but de cette agression est d'ouvrir un nouveau front pour perturber l'organisation des prochaines élections présidentielles en Syrie.

Mais malgré ces efforts des États-Unis et de leurs alliés, la Syrie est capable de résister encore longtemps, grâce à l'appui populaire, à l'armée et à l'État, ainsi qu'au soutien de ses alliés régionaux et internationaux.

Déclarations et prises de positions

Michel Sleiman, président de la République libanaise

« Nous sommes désolés de la décision de certains piliers de la conférence de dialogue de ne pas participer à la séance de demain (lundi). Nous espérons qu'ils prendront part aux séances qui vont suivre. Nous avons appelé au dialogue afin de discuter de la stratégie de défense et des moyens de redonner l'exclusivité de l'usage des armes à l'État et d'arriver à avoir une armée face à laquelle des lignes rouges ne sont pas tracées. La liberté, l'indépendance et la souveraineté ainsi que la distanciation (du Liban) sont des valeurs que nous ne laisserons pas tomber. La Déclaration de Baabda a été adoptée par la communauté internationale dans son approche de la situation au Liban. Certains auront beau se vanter, un pays doté d'une armée comme l'armée libanaise sortira sûrement vainqueur. »

Hassan Nasrallah, secrétaire général du Hezbollah

« Une victoire des takfiristes en Syrie signifierait la fin de tous les Libanais sans exception. Ceux qui critiquent l'implication du Hezbollah en Syrie doivent changer de position sans plus tarder. Le problème au Liban n'est pas notre combat en Syrie, mais c'est le fait que nous avons tardé à nous impliquer en Syrie. Qu'on mette notre différend sur la Syrie de côté et qu'on s'attèle à discuter des problèmes intérieurs. Nous souhaitons plus que quiconque la tenue de l'élection présidentielle au Liban dans les délais constitutionnels, afin de mettre en place les bases d'une nouvelle étape qui ouvrirait la voie à un dialogue national sur de nombreux

sujets, dont la stratégie de défense nationale. Il n'y a jamais eu de consensus sur le mouvement de résistance au Liban, avant même la création du Hezbollah. Certains Libanais disent qu'ils sont contre le mouvement de résistance en raison de son caractère islamiste ou chiite, mais ces déclarations sont trompeuses car même lorsque la résistance contre Israël était plus diverse il n'y avait pas un soutien total au Liban envers la résistance. Le débat sur la légitimité de la résistance n'a donc rien à voir avec notre implication dans la guerre syrienne. Toute attaque contre la résistance est une attaque contre tous les résistants. Les critiques lancées contre la formule peuple-armée-résistance sont sans fondement. Quels sont vos arguments ? Pourquoi dites-vous que cette formule a échoué ? Cette formule a réussi à libérer la terre, alors que la diplomatie avait échoué à le faire. La résistance a réussi à protéger le Liban et à libérer les détenus dans les prisons israéliennes. La résistance a réussi à imposer le Liban comme acteur régional incontournable. La résistance libanaise vaut de l'or, elle vaut bien plus que le pétrole ou le gaz. L'or va rester de l'or. Si quelqu'un le qualifie de bois, l'or se changera-t-il en bois ? Je ne le crois pas. Les récentes déclarations vont certainement affecter notre décision de participer ou pas au dialogue national. Nous sommes libres de prendre la décision que nous jugerons juste au moment opportun. »

Michel Aoun, leader du Courant patriotique libre

« Il y a une distinction entre un président de compromis, et un président d'entente. Le premier est le fruit d'un partage du gâteau entre les leaders qui divisent le pays en zones d'influence, alors que le second représente une entente entre les Libanais dans le cadre d'une unité nationale globale. Les Libanais ne veulent pas d'un président sur lequel ils doivent s'entendre, mais d'un président qui les concilie. »

Samir Geagea, chef des Forces libanaises

« Il est dans l'intérêt de tout le monde au Liban que nous ayons un président véritablement fort, qui puisse ramener à la République son rayonnement et sa force après une longue éclipse. Sinon, la situation au Liban demeurera telle quelle, et nous risquons même de nous acheminer vers le pire, ce qui n'est dans l'intérêt de personne. Nous avons besoin d'un président qui dispose d'un

programme politique clair. Naturellement, je retirerai le Hezbollah de Syrie si je suis élu président de la République. L'on s'imagine que l'on peut faire ce que l'on veut sous le préau de la loi. Cependant, lorsqu'il y aura un président qui pose les problèmes avec clarté, toutes les parties tiendront compte de son opinion. Nul ne peut ignorer l'opinion du président de la République et de la République tout entière. Les prérogatives du président de la République ne sont pas peu de choses. Certains considèrent que le président n'a pas de prérogatives parce que, depuis Taëf, il n'y a pas eu de président effectif. Cette fois, nous tenterons de faire parvenir un président fort, et nous verrons si la présidence possède effectivement des prérogatives ou non. Je suis naturellement candidat à la présidence de la République. Je suis le président du parti le plus populaire chez les chrétiens, comme le montrent tous les sondages d'opinion. Il est naturel, partant de là, que mon nom fasse partie des candidats pressentis. Cependant, j'attends le moment opportun pour annoncer officiellement cette candidature. »

Gebran Bassil, ministre libanais des Affaires étrangères

« Le Liban est aujourd'hui menacé par deux grands dangers : le terrorisme et l'implantation des réfugiés syriens. Nous sommes devant une énorme responsabilité car nous ne pouvons faire face à ces deux dangers alors que nous sommes divisés. Nous sommes menacés dans notre existence, notre christianisme et notre libanité. Face à ces menaces, nous devons nous unir en un seul camp et donner l'exemple aux Libanais afin qu'ils s'unissent à leur tour. »

Alexander Zasyarkin, ambassadeur de Russie à Beyrouth

« La Russie, malgré ses bonnes relations avec le régime syrien et le Hezbollah, soutient la neutralité du Liban à l'égard de la crise en Syrie et souhaite épargner au pays du Cèdre les éventuelles retombées de la guerre. Les violations syriennes au Liban devraient être traitées par les voies diplomatiques. La Russie est préoccupée par les comportements des mercenaires qui s'opposent au régime syrien et nous multiplions nos efforts pour aboutir à une solution politique en Syrie conformément à la déclaration de Genève². Moscou est attaché à une tenue des élections présidentielles

libanaises dans les délais constitutionnels. Le prochain président devrait être capable de résoudre les problèmes sécuritaires, de préserver la stabilité du Liban et de trouver le moyen de relever l'économie nationale. Nous sommes à égale distance de toutes les parties libanaises représentées au Parlement et nous accordons une grande importance aux intérêts du Liban. »

Événements

• Au moins trois soldats ont été tués et quatre autres blessés samedi lorsqu'un kamikaze à bord d'une voiture s'est fait exploser devant un barrage militaire à Aqabet al-Jurd, dans les environs d'Ersal, dans la Békaa (Est du Liban), a affirmé l'armée libanaise dans un communiqué. Signe des tensions dans la zone, une femme a été tuée et son enfant blessé en soirée par des soldats qui ont ouvert le feu « lorsque le véhicule qui les transportait ne s'est pas arrêté à un barrage de l'armée à l'entrée d'Ersal malgré les injonctions des militaires », a affirmé un porte-parole de l'armée à l'AFP. Ersal est une localité majoritairement favorable à la rébellion syrienne, et qui accueille un grand nombre de réfugiés fuyant les violences en Syrie, ainsi que des rebelles blessés au combat. Les Brigades des sunnites libres de Baalbeck, un groupuscule affilié à al-Qaïda, ont revendiqué l'attaque contre la troupe sur leur compte Twitter, affirmant qu'elle visait à « venger la mort du martyr Samir al-Atrache ». Ce dernier, soupçonné d'implication dans des attentats à la voiture piégée contre des bastions du Hezbollah, qui combat les rebelles syriens aux côtés du régime, a été tué jeudi à Ersal lors sa capture par l'armée, qui l'a qualifié de « dangereux terroriste ». Le groupuscule a également menacé sur Twitter de mener de nouvelles attaques contre l'armée libanaise, qu'il accuse de « viser » les sunnites. « Les prochains jours verront de nombreuses attaques jihadistes similaires, ce n'est que le début », a prévenu le groupe. « Nous avons mis en garde depuis des jours que les exactions de l'armée croisée qui vise les sunnites du Liban n'étaient plus acceptables », a encore tweeté le groupuscule.

• Le patriarcat maronite a affirmé que la réunion qui a regroupé

vendredi les principaux leaders maronites au Liban a mis l'accent sur la nécessité de tenir l'élection présidentielle dans les délais. La réunion a regroupé, sous la houlette du patriarche Béchara Raï, les chefs du Courant patriotique libre (CPL) Michel Aoun, des Marada Sleimane Frangié et des Kataëb Amine Gemayel. Le leader des Forces libanaises (FL), Samir Geagea, n'a pas assisté à la réunion, invoquant des motifs de sécurité. « La réunion a insisté sur la nécessité de tenir l'élection présidentielle dans les délais. M. Geagea a informé le patriarche qu'il souscrivait à toutes les décisions qui sont prises à Bkerké », a affirmé le patriarcat dans un communiqué. « Les responsables ont souligné la nécessité d'élire un président qui privilégierait l'intérêt du Liban et des Libanais et qui serait capable d'assumer ses responsabilités nationales de manière efficace. Les leaders chrétiens continueront à suivre cette échéance avec le patriarche », a ajouté le patriarcat. « L'élection devrait avoir lieu selon les normes », ont encore indiqué les participants, rejetant tout « compromis qui irait à l'encontre de la participation nationale effective ».

Revue de presse

As-Safir (Quotidien libanais proche du 8-Mars)

Imad Marmal (28 mars 2014)

Le chef du Courant patriotique libre (CPL) est déterminé à entrer en lice pour la présidentielle. Le général Michel Aoun a fourbi ses armes pour cette bataille, en adoptant une stratégie politique puisée dans sa conviction dans les grands choix qu'il a faits et en optant pour une tactique caractérisée par une souplesse et un pragmatisme de nature à favoriser la promotion de sa candidature et la mobilisation d'un maximum de soutien tant à l'échelle locale qu'externe. Il est clair que le récent 'repositionnement' d'Aoun sur l'échiquier local —un échiquier néanmoins doté d'extensions externes— vise à assurer un environnement favorable à sa candidature. Selon des informations, le secrétaire d'État John Kerry et l'ambassadeur David Hale soutiendraient sa candidature et œuvreraient en vue d'assurer les conditions propices à celle-ci,

Aoun étant à leurs yeux capable de soulever la question des armes du Hezbollah.

Des partisans du chef du CPL ont, de leur côté, considéré que le général est le seul capable de coopérer avec Saad Hariri, de cohabiter avec Nabih Berry et d'interagir en même temps avec le Hezbollah. Selon ces sources, Michel Aoun incarne l'esprit chrétien tout en étant capable de communiquer avec son environnement arabe et la communauté internationale. Il pourrait être un candidat fort et consensuel. Les sources ont mentionné, dans ce contexte, l'ouverture d'Aoun à Hariri, laquelle a contribué à la naissance du gouvernement, à l'adoption de la déclaration ministérielle et à l'obtention de la confiance du Parlement. Cette ouverture est également de nature à faciliter l'accession d'Aoun à la présidence de la République, ajoutent ses sympathisants, qui soulignent toutefois qu'il n'y a aucune orientation définitive en ce sens, la décision finale n'appartenant pas au chef du Futur mais plutôt à l'Arabie saoudite, qui semble ne pas être disposée à approuver l'élection de Michel Aoun, d'autant que celui-ci ne compte pas faire des concessions substantielles en contrepartie de la présidence. Voilà pourquoi il tient toujours au document d'entente conclu avec le Hezbollah et n'envisage pas d'y renoncer au profit de son accession au Palais de Baabda. Les mêmes sources ont fait état d'informations selon lesquelles Washington verrait dans la présidence de Geagea un projet de guerre, à l'heure où la priorité consiste à préserver la stabilité au Liban et à juguler les répercussions de la crise syrienne.

As-Safir (27 mars 2014)

Nabil Haitham

Le chef des Forces libanaises, Samir Geagea, a défini ce que doivent être, selon lui, les caractéristiques du prochain président, brandissant le slogan du « président fort ». Il n'en demeure pas moins que certaines personnes au sein du 14-Mars ne considèrent pas que la candidature Geagea annule celle des autres candidats de ce camp. En contrepartie, les partisans FL rapportent que les autres candidats du 14-Mars reconnaissent la marge d'avance de Geagea et, par conséquent, la nécessité d'adopter sa candidature. Ces mêmes partisans partent du principe suivant : puisque le 8-Mars

met en avant la candidature Michel Aoun, il est impossible pour le 14-Mars de faire face à une telle figure avec des candidats indépendants, ou même avec un candidat partisan mais se rapprochant du centre, comme Amine Gemayel.

La balle est désormais dans le camp du Courant du futur, et plus particulièrement de Saad Hariri, d'autant que sa lune de miel avec Geagea semble avoir repris après les tensions ayant accompagné son ouverture vers Aoun. À ce sujet, les partisans FL affirment que le rapprochement Hariri-Aoun ne les indispose pas pas puisque les relations au sein du 14-Mars sont solides et puisqu'il constitue une opportunité de s'ouvrir aux autres, malgré les divergences d'opinion.

An-Nahar (Quotidien libanais proche du 14-Mars
(28 mars 2014)

Le gouvernement a réussi, lors de sa première réunion depuis le vote de confiance, à surmonter les écueils liées aux sujets de discorde inscrits à son ordre du jour. Il est en effet parvenu à un accord, à l'unanimité, sur un plan sécuritaire relatif aux zones les plus chaudes, notamment Tripoli et Ersal. On peut y voir en filigrane, une grande décision politique de mettre un terme aux débordements sécuritaires dans ces zones.

An-Nahar (27 mars 2014)
Rosanna Bou Mouncef

Selon des personnalités qui ont visité récemment des capitales occidentales, les responsables rencontrés ont exprimé des craintes relatives à la situation sécuritaire au Liban, sur fond d'implication de parties libanaises dans le conflit syrien. Ces craintes sont alimentées par les actes terroristes dont le Liban a été la cible dernièrement. C'est ce qui leur fait dire que le dossier sécuritaire prend, pour l'heure, le dessus sur tout le reste, y compris la conjoncture socio-économique. D'où l'impression qu'elles semblent avoir retenue de leurs déplacements à l'étranger : ce dossier s'invitera sans doute au débat sur l'élection présidentielle.

An-Nahar (27 mars 2014)

Les dernières prises de position de Mgr Béchara Raï reflètent la détermination du patriarcat maronite à mettre la pression pour

s'atteler à l'élection d'un président dès l'ouverture du délai constitutionnel. Le prélat a même agité le spectre d'un recours à des sondages pour présenter une liste de candidats réclamés par le peuple. Malgré la polémique suscitée par ces propos, il convient de relever l'insistance du patriarche sur une convocation de la Chambre dans les plus brefs délais afin que cette échéance ne soit pas retardée par des tergiversations sans fin.

La communauté internationale accorde aussi un grand intérêt porté à la présidentielle. Un diplomate onusien a déclaré que « le message commun qu'adresse la communauté internationale au Liban est le suivant : tout le monde est d'accord sur les questions qui concernent le Liban, et plus particulièrement sur le processus politique devant mener à l'élection d'un nouveau président. Il n'y a aucun mot d'ordre en ce qui concerne cette échéance, qui représente un processus politique purement libanais : ni la Syrie, ni un autre pays ne pourra y jouer un rôle quelconque. Le président devrait être 'de fabrication libanaise' dans le cadre du délai fixé par la Constitution ».

Al-Akhbar (Quotidien libanais proche du 8-Mars)

Hiyam Kosseify, (28 mars 2014)

L'article 49 de la Constitution, relatif à l'élection a été amendé dans le cadre de Taëf, pour stipuler ce qui suit : « Les magistrats et les fonctionnaires de la première catégorie ou son équivalent dans toutes les administrations publiques, établissements publics et toute autre personne morale de droit public ne peuvent être élus au cours de l'exercice de leur fonction et durant les deux années qui suivent la date de leur démission et de la cessation effective de l'exercice de leur fonction ou de la date et leur mise à la retraite. » Les participants à Taëf savent pertinemment que la raison de cet amendement réside dans la mauvaise expérience liée à l'accès envisagé du général Michel Aoun, à l'époque commandant de l'armée, à la présidence. Lors de l'émission Kalam el Nass, Mgr Béchara Raï a exprimé son attachement à la position du patriarcat maronite, consistant à ne pas amender la Constitution. Mais il n'a pas exclu cette opportunité « si elle s'avérait nécessaire ». Ces propos ne sont pas surprenants lorsqu'on connaît le patriarche et ses contacts récents à l'échelle locale et régionale.

Dans son intervention, le patriarche a incité Nabih Berry à accélérer la tenue d'une séance présidentielle et à procéder au scrutin. Cependant, selon des sources politiques informées, le patriarche sait bien que les données locales et régionales ne permettant pas encore l'élection, la première séance ne saurait être la bonne. Cette hâte de Raï est donc interprétée par certains comme une volonté claire d'aboutir à une impasse constitutionnelle et d'amender le texte. Plus encore, dans ses propos, le patriarche met l'accent sur l'aspect économique et financier et la capacité du prochain président à relancer l'économie et à créer de l'emploi. C'est donc grâce à ces indices clairs que l'on peut deviner le choix du patriarche, fait voici plusieurs mois, d'autant que plusieurs personnalités maronites expatriées, influentes dans le monde des affaires, ont entamé leurs contacts avec le patriarche en faveur de la candidature du gouverneur de la Banque centrale, Riad Salamé.

Al-Akhbar (28 mars 2014)

Mazen Kansa

Après la chute de Yabroud, le service de sécurité de la Résistance, en coopération avec les autorités militaires et sécuritaires syriennes, s'est employé à identifier et à localiser les membres des groupes armés responsables de la préparation et de l'envoi des voitures piégées au Liban. Des informations sûres ont indiqué l'existence d'ateliers et de garages supplémentaires à l'extérieur de Yabroud.

Pendant ce temps, les unités spéciales de la Résistance pourchassaient les rebelles qui ont fuit Yabroud et ont réussi à définir avec précision les mécanismes de communication et de coordination entre les groupes terroristes. _ Les rencontres se déroulaient dans la région de Hoch Arab, située entre Rankoss, Maaloula et Assal al-Ward, dans le Qalamoun. Les opérations de surveillance ont montré que les hommes armés se sont emparés d'une villa de deux étages, dans une ferme entourée d'une haute clôture et qui comprend aussi d'autres maisons, où sont installés des groupes armés.

Une unité spéciale de la Résistance s'est rendue sur les lieux pour explorer la région. Elle a dressé une carte détaillée de la zone et a enregistré des images sur vidéo, pour établir un plan. Il est apparu

que la capture des personnes ciblées était difficile pour de nombreuses considérations, aussi a-t-il été décidé de faire exploser la villa sur ses occupants.

Vendredi dernier, la décision de passer à l'action a été prise. Une unité spéciale s'est introduite à l'intérieur de la villa et a placé des charges explosives dans le jardin, sur les coins de la structure, près de l'entrée principale et à côté des portes de services. L'explosion a été énorme et a provoqué l'effondrement total de l'édifice sur ses occupants, dont les corps sont restés sous les décombres.

Al-Akhbar (28 mars 2014)

Lors de l'émission Kalam el-Nass à la LBC jeudi soir, le chef du Courant des Marada, le député Sleiman Frangié, a déclaré qu'il ne participera pas à la prochaine réunion du comité de dialogue national, prévue ce lundi. Au sujet de la présidentielle il a affirmé : « Nul ne peut accéder à la présidence sans compromis politique et, aujourd'hui, mes chances sont nulles ». Selon lui, « le député Walid Joublatt a un statut très important au sein du pays et moi, j'ai mes alliés du 8-Mars en qui j'ai confiance. Je dois à Walid Joublatt tout le respect ; cependant, je ne ferai de pas vers personne. Et si c'est Walid Joublatt qui me fait accéder à la présidence, je ne veux pas être président ». « Je suis candidat à la présidence ; cependant je suis avec le général Michel Aoun et n'accepterai pas d'avoir un rôle dans le dossier de la présidence sans son accord. Aoun est le candidat chrétien le plus fort. Plus encore, mes convictions personnelles et les choix d'Aoun durant les six dernières années m'imposent cette décision. Et M. Frangié d'ajouter : « Le 14-Mars n'amènera ni le général Aoun, ni moi-même à la présidence. Il se peut que nous y arrivions grâce à un compromis régional et international, mais cela n'est pas envisageable pour le moment. Il me semble qu'une baguette magique soit à l'œuvre. Je suis contre le vide et j'estime qu'il faudra renforcer le président ou ses prérogatives. Il faut respecter le statut de la présidence ».

Selon le chef des Maradas, « le général Chamil Roukoz, chef des commandos de l'armée, est un ami. Il fait partie des personnes les mieux qualifiées pour assumer les fonctions de commandant en chef de l'armée ». Revenant à la présidence, Sleiman Frangié a

affirmé : « L'arrivée de Samir Geagea au pouvoir me gênerait, mais je ne peux nier le fait que Geagea représente une part des chrétiens ». Au sujet de la rencontre secrète Aoun-Hariri, il considère que le général n'a rien à cacher et que c'est Hariri qui voudrait cacher la réunion à Geagea.

Et M. Frangié de conclure : Le président Assad est un ami et il le restera, je continuerai à lui rendre visite, en tant qu'ami et frère. Si je suis élu à la présidence, je serai un président au cœur du 8-Mars mais je demeurerai ouvert aux autres. Le vide ne doit pas être un objectif mais il ne doit pas, non plus, devenir une hantise. Samir Geagea a dit qu'il retirerait les combattants du Hezbollah de Syrie s'il est élu président, Et moi, si je deviens président, je m'engage à retirer les soldats russes de Crimée ».

Al-Akhbar (28 mars 2014)

L'armée libanaise a réalisé un nouvel exploit sur le plan sécuritaire, en assénant un nouveau coup dur à l'infrastructure du terrorisme, après avoir mis la main sur Sami al-Atrache, qui s'était caché dans une habitation d'Ersal. Al-Atrache est l'un des fondateurs du Front Al-Nosra au Liban. Il était en contact et en coordination continus avec les cellules terroristes affiliées aux Brigades Abdallah Azzam, impliqué dans plusieurs opérations terroristes ayant visé différentes régions libanaises ainsi que l'institution militaire. Al-Atrache était classé parmi les terroristes les plus dangereux. Il est mort des suites de ses blessures lors de son arrestation.

Al-Akhbar (27 mars 2014)

Nicolas Nassif

La mise en place par le président de la Chambre d'un comité parlementaire formé des députés Michel Moussa, Yassine Jaber et Ali Osseiran, membres de son bloc parlementaire, illustre sa volonté de temporiser avant la convocation d'une séance parlementaire pour l'élection. Sur la date à fixer à cet effet, Nabih Berry aurait fait preuve de discrétion en affirmant au *Akhbar* : « J'exercerai mes prérogatives et je convoquerai les députés au moment opportun : Certainement, la séance se tiendra avant le 15 mai ».

Le chef du Législatif a également souligné qu'il ne rééditera pas l'expérience de l'échéance présidentielle du 2007. À l'époque, il

avait convoqué la séance électorale dès le premier jour du délai constitutionnel, soit le 25 septembre, revenant ensuite 20 fois à la charge avant d'obtenir six mois plus tard, le 25 mai 2008, la tenue de la séance au Parlement.

M. Berry a affirmé que la formation du comité parlementaire vise à compenser son incapacité à se déplacer durant cette période, vu les contraintes sécuritaires, les dangers et les menaces pesant sur lui. « Le comité sera appelé à œuvrer sous ma supervision et à entreprendre des contacts directs avec les dignitaires religieux, les dirigeants politiques et les différents bloc parlementaires afin de sonder leurs positions à l'égard de la séance parlementaire destinée à l'élection du nouveau président. Telle est la mission du comité tripartite. Telle est aussi et en avant tout la responsabilité qui incombe au président de la Chambre, la détermination de la date de la séance électorale au Parlement étant intrinsèquement liée aux circonstances propices à sa tenue », a-t-il dit.

Nabih Berry a ajouté que parallèlement au travail qui sera mené par le comité tripartite, des consultations directes seront entreprises avec le président de la République et le Premier ministre. Il précise toutefois qu'il existe deux points qui ne s'inscrivent pas dans le cadre de la mission du comité parlementaire :

- ▶ 1. Il ne lui appartient pas de discuter des candidats à la présidentielle. Berry dit à ce titre que ce sont les blocs parlementaires et les députés qui décideront en ce sens. Il dit ne favoriser aucune candidature pour le moment, soulignant qu'à l'heure actuelle, son rôle en tant que président de la Chambre consiste à veiller au bon fonctionnement du mécanisme constitutionnel relatif à l'élection, qu'il exerce ses prérogatives et qu'il mette en place les conditions propices à la tenue de la séance électorale.
- ▶ 2. S'agissant du quorum, M. Berry affiche une position claire, catégorique et tranchée, en soulignant la nécessité du quorum des deux tiers pour la tenue des séances. Il aurait ensuite précisé que pour gagner au 1er tour il faudra obtenir les deux tiers des votes, alors qu'au 2ème tour il suffit d'engranger la moitié+1 des suffrages pour être élu.

Al-Moustaqbal (Quotidien libanais proche du 14-Mars)

Georges Bkassini (25 mars 2014)

Dans une discussion à bâtons rompus avec les journalistes qui l'accompagnaient dans l'avion qui l'a amené au Koweït pour participer au sommet arabe, le président de la République, Michel Sleiman, a déclaré que la prorogation de son mandat n'est pas envisagée et que de toute façon il y était opposé, rappelant qu'il était parmi les plus farouches opposants à la prorogation du mandat du Parlement. « Si je souhaitais vraiment la prorogation de mandat, je n'aurais pas pris ces positions ces dernières années, a-t-il dit. Les conditions internes et externes ne sont pas favorables à la prorogation. »

Concernant les informations selon lesquelles l'Iran soutiendrait la prorogation de son mandat en contrepartie d'un maintien du président Bachar al-Assad au pouvoir, M. Sleiman a déclaré : « Je n'ai pas entendu parler de cette équation. Mais de toute façon, le Hezbollah n'acceptera pas la prorogation du mandat. C'est impossible après les positions qu'il a prise ces derniers temps. L'élection présidentielle aura lieu, contrairement à ce que certains pensent. Moi-même ainsi que le patriarche Béchara Raï exerçons des pressions dans ce sens ».

Selon M. Sleiman, le prochain chef de l'État sera consensuel, il ne fera parti ni d'un camp ni de l'autre, espérant que le futur président adoptera la déclaration de Baabda.

Interrogé sur les propos du président Assad qui a souhaité l'élection au Liban d'un président « résistant », M. Sleiman a déclaré : « Il (le président Assad) devait sans doute faire allusion au député Sleiman Frangié, car Michel Aoun n'est pas un 'résistant'. De toute façon, nous n'avons pas besoin que les caractéristiques du prochain président viennent de l'extérieur. Nous avons nos propres matières premières. Nous ne sommes plus à l'époque de la Moutassarrifiya. Nous pouvons élire un président dont les caractéristiques sont définies par les Libanais ».

Après son départ du palais de Baabda, M. Sleiman a assuré qu'il continuerait son action politique, précisant toutefois qu'il ne comptait pas se présenter aux élections législatives. « J'agis sur un plan national, en aidant le prochain président grâce à mon expérience. Je peux l'aider dans de nombreux dossiers », a-t-il conclu.

Al-Hayat (Quotidien à capitaux saoudiens)

Mohammad Choucair (27 mars 2014)

Des sources ministérielles et parlementaires affirment que l'ouverture du délai de deux mois pour l'élection présidentielle ne signifie pas forcément que les conditions sont réunies pour que soit d'ores et déjà convoquée une séance à la Chambre, bien que le Patriarche Béchara Raï ait appelé avec insistance le président du Parlement, Nabih Berry, à convoquer les députés « dès lundi prochain ». Soulignant la volonté de M. Berry de prendre son temps pour ne pas brûler les étapes, ces sources lui donnent raison dans l'attente d'un climat plus favorable –en clair, d'une entente sur ce dossier.

L'Orient-Le Jour (Quotidien francophone libanais proche du 14-Mars)

Scarlett Haddad (27 mars 2014)

Le gouvernement ayant obtenu la confiance du Parlement, tous les yeux sont désormais fixés sur l'échéance présidentielle. Le bazar est ouvert et les candidats sont légion, ceux qui le disent ouvertement et ceux qui s'en cachent mais n'en pensent pas moins. Pour de nombreux observateurs, le fait qu'un nouveau gouvernement a été formé au Liban et qu'il a pu, en dépit des profondes divergences qui séparent ses membres, élaborer une déclaration ministérielle et obtenir sur cette base la confiance du Parlement est un indice favorable pour la tenue de l'élection présidentielle à la date prévue. Les partisans de cette thèse ajoutent que la communauté internationale, États-Unis et Union européenne en tête, veut clairement la stabilité du Liban et comme elle a poussé en faveur de la formation du gouvernement, elle le fera aussi pour l'échéance présidentielle à la date prévue, c'est-à-dire avant le 25 mai.

Plusieurs possibilités sont ainsi évoquées. La première, qui circule dans plusieurs milieux, y compris ceux du 14-Mars, est celle de l'arrivée du général Michel Aoun à la tête de l'État, dans le cadre d'une volonté réelle d'assurer au Liban une période de stabilité. Les défenseurs de cette thèse affirment que l'idée directrice est d'amener au pouvoir les personnalités capables de prendre des décisions et de les exécuter. Ce qui donnerait ainsi un pouvoir fort,

en prélude au renforcement des institutions de l'État.

Aoun serait élu à la tête de l'État et Saad Hariri reviendrait au Liban et serait désigné Premier ministre et Nabih Berry serait reconduit à la tête du Parlement. Le nouveau pouvoir, dans ses trois piliers (auxquels il faut ajouter le leader druze Walid Joumblatt car rien n'est possible sans lui, ne serait-ce que sur le plan de la majorité des deux tiers au Parlement), serait en mesure de rassembler les Libanais, de mettre un terme à l'état d'insécurité et d'initier un dialogue entre les différentes composantes du pays au sujet des dossiers conflictuels, comme la participation du Hezbollah aux combats en Syrie ou encore la stratégie de défense.

Dans un tel contexte, Aoun ne serait pas le candidat du 8-Mars et son élection ne serait pas une victoire pour ce camp, mais un pas qui s'inscrirait dans le cadre d'un grand règlement. À ces raisons, il faut en ajouter une autre, qui est formulée discrètement et qui consisterait à dire qu'en amenant le général Aoun à la présidence, on pourrait peut-être l'amener à revoir son alliance avec le Hezbollah. Ce qui, en quelque sorte, ramènerait sur le devant de la scène le vieux projet d'isoler le Hezbollah sur la scène libanaise pour mieux l'affaiblir.

La seconde possibilité évoquée est celle de l'élection d'un président accepté par toutes les parties, car l'heure n'est pas encore aux grands règlements régionaux et internationaux qui rendraient plus facile la première option. Dans ce cas, l'idée serait de doter le Liban d'un président capable de gérer le pays durant cette période transitoire sans irriter l'un des deux camps, tout en préservant les équilibres actuels, dans l'attente des développements régionaux et internationaux.

Dans ce profil, les noms sont légion. Il y a les personnalités traditionnelles, comme Jean Obeid, et les nouvelles figures qui seraient en mesure de donner une impression de changement et de modernisation du système. On parle beaucoup à cet égard des anciens ministres Damien Kattar et Ziyad Baroud, qui ont tous les deux gardé une certaine distance à l'égard de la vie politique interne qui a augmenté leur crédibilité.

La troisième possibilité qui est de plus en plus envisagée est l'élection à la présidence d'un haut fonctionnaire de l'État, le gouverneur de la Banque centrale ou le commandant en chef de

l'armée, selon la priorité du moment, l'économie ou la sécurité.

Les partisans de cette hypothèse estiment que le souci grandissant des États-Unis, et de l'Occident en général, concernant l'armée libanaise pourrait se concrétiser à travers l'élection du général Kahwagi à la présidence de la République. D'abord parce que l'armée libanaise est en train de jouer un rôle primordial dans le maintien de la stabilité au Liban et surtout dans la lutte contre le terrorisme, qui semble être le nouveau souci de la région. De plus, le général Kahwagi est une personnalité calme qui a réussi à conserver de bonnes relations avec la plupart des parties présentes sur le terrain libanais, évoluant avec sagesse et prudence entre les nombreux écueils de la période actuelle, tout en effectuant des opérations efficaces dans la lutte contre les groupes takfiristes. L'armée libanaise étant appelée à jouer un rôle de plus en plus important dans le maintien de la stabilité au Liban et étant en première ligne dans la confrontation avec les terroristes, l'élection du commandant en chef à la tête de l'État pourrait donc être une option sérieuse.

Le seul problème est qu'il faudra un amendement de la Constitution pour permettre un tel scénario. Mais le Liban n'en est plus là. De plus, ceux qui penchent pour ce scénario estiment que les Américains sont en train de revenir dans la région à l'ancienne option des militaires, après avoir testé les Frères musulmans...

Il faut encore signaler les candidats du 14-Mars, comme le chef des Forces libanaises, le chef des Kataëb, le ministre Boutros Harb ou le député Robert Ghanem. Pour l'instant, les milieux du 8-Mars ne prennent pas au sérieux la candidature de Samir Geagea, estimant qu'elle est principalement destinée à faire sauter celle de Michel Aoun. Par contre, cheikh Amine Gemayel et Robert Ghanem ont des profils plus centristes qui, dans un contexte précis, pourraient être acceptables. Mais la tendance globale est d'amener à la tête de l'État une figure acceptée de tous qui ne constitue pas une victoire pour un camp en particulier... Les deux prochains mois devraient permettre de préciser quel scénario a le plus de chances de se réaliser. Cela si l'élection présidentielle a lieu à la date prévue...

New York Times (Quotidien états-unien)

Michael R. Gordon (23 mars 2014)

L'ancien émissaire US pour la Syrie a déclaré que le président Bachar al-Assad pourrait rester au pouvoir à « moyen terme » et que d'ici un an, le pays serait probablement encore sous le contrôle de factions rivales. « Il est difficile d'imaginer qu'Assad va partir à court terme, et même à moyen terme, ou de perdre le contrôle de la région située entre Alep et le sud de Damas, puis la côte », a déclaré le diplomate, Robert S. Ford. « Il contrôlera cette zone, géographiquement, il s'agit du quart du pays », a déclaré M. Ford, qui a ajouté que cette région comprend la plupart des grandes villes de Syrie. M. Ford a pris sa retraite du Département d'État le mois dernier, et son apparition au Centre international Woodrow Wilson, jeudi, était l'une des premières depuis qu'il a quitté le gouvernement.

L'évaluation du diplomate était nettement différente de celle présentée par l'administration Obama l'année dernière, qui disait que les jours de M. Assad étaient comptés. M. Ford a dit qu'il y avait trois raisons pour lesquelles M. Assad a pu s'accrocher au pouvoir. Tout d'abord, l'opposition syrienne a été incapable de rassurer la minorité alaouite qu'elle ne serait pas menacée par la chute de M. Assad. L'autre facteur est l'aide financière et en armements fournie par la Russie et l'Iran. Le troisième facteur est que le gouvernement Assad a eu une « certaine unité et une cohérence, qui fait défaut du côté de l'opposition. »

M. Ford n'est pas le seul fonctionnaire actuel ou ancien de reconnaître l'amélioration de la situation militaire de M. Assad. En février, le responsable du renseignement états-unien a déclaré au Congrès que le président syrien a renforcé son emprise après avoir accepté de se débarrasser de son arsenal d'armes chimiques. Mardi, le secrétaire d'État John Kerry a semblé reconnaître la ténacité de M. Assad sur le champ de bataille dans des remarques à un groupe d'étudiants de l'université.

Pierre Khalaf

Source
New Orient News

Source : « Plan US pour une longue guerre d'usure contre la Syrie », par Pierre Khalaf, New Orient News, *Réseau Voltaire*, 31 mars 2014, www.voltairenet.org/article183051.html